

## Médiation délicate pour l'ONU au Rwanda

S'il a rencontré les rebelles, l'émissaire chargé de préparer le déploiement des renforts de Casques bleus n'a pu rejoindre Kigali hier.

Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont marqué hier une pause dans leur offensive contre les forces gouvernementales, à l'occasion de la visite au Rwanda d'un émissaire des Nations unies chargé de préparer avec les forces gouvernementales et le FPR le déploiement des renforts de la Mission de l'ONU pour l'assistance au Rwanda (Minuar). Cette force, qui doit passer de 400 à 5 500 Casques bleus, doit permettre l'acheminement de l'aide humanitaire et protéger les populations civiles.

Arrivé par la route en provenance d'Ouganda, le Pakistanais Iqbal Riza, membre du département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, a pu rencontrer les dirigeants du FPR dans leur quartier général de Mulindi (nord du Rwanda) mais a dû renoncer à poursuivre sa route sur Kigali, estimant que sa sécurité n'avait pas été suffisamment garantie par les deux parties alors que l'ONU avait affirmé qu'elle avait arraché une trêve de deux jours pour assurer la sécurité de son envoyé. Hier, le secrétaire général du FPR à Nairobi, Théogène Rudasingwa, a démenti que son mouvement ait conclu un cessez-le-feu et affirmé qu'il continuera de « se battre jusqu'à ce que la machinerie militaire qui a transformé le Rwanda en cimetière soit mise hors d'état de nuire ». « Nous avons dit que pendant la visite de l'émissaire de l'ONU nous ferions en sorte, dans la mesure du possible, d'éviter de faire feu », a précisé Théogène Rudasingwa. Le FPR a affirmé qu'il ne s'opposerait pas à l'acheminement de l'aide humanitaire internationale via l'aéroport dont il s'est emparé dimanche et qu'il ne considère cependant pas comme une « zone neutre » et dans lequel il entend maintenir ses soldats.

Hier, pour la première fois en cinq jours, un avion de l'ONU a pu atterrir à Kigali, avec à son bord de l'aide humanitaire et une dizaine d'observateurs militaires de la Minuar. Le FPR n'a cependant pas donné carte blanche à l'ONU, qu'il a mise en garde contre une « force d'interposition ». Selon lui, 5 500 soldats, c'est trop pour une mission purement humanitaire.

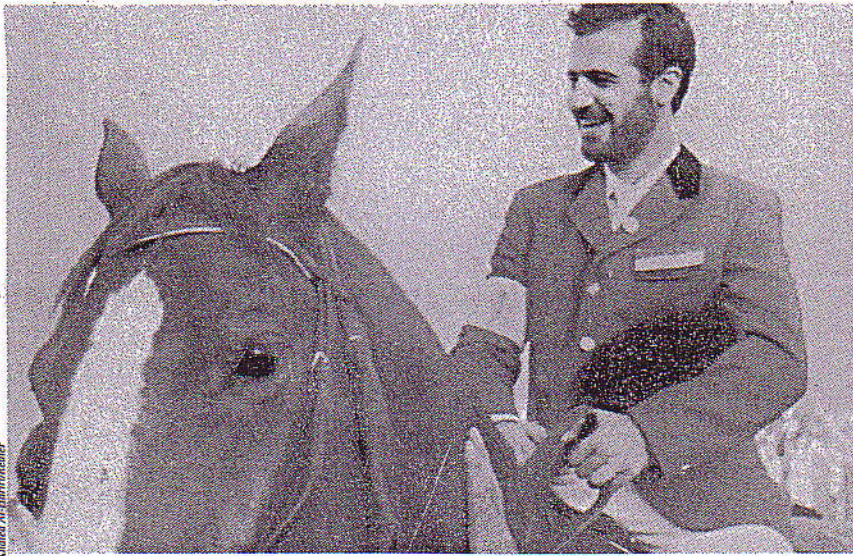
Les autorités ougandaises ont de leur côté déclaré hier la région du lac Victoria zone sinistrée, en raison des milliers de cadavres qui s'échouent sur les rives après avoir été charriés par les rivières rwandaises. Quelque 27 000 corps, certains mutilés, sont arrivés sur la rive ougandaise du lac depuis trois semaines.

A.F. avec AFP

SYRIE

## Damas plongé dans un deuil sans fin

Trois mois après la mort de Bassel el-Assad, fils aîné du chef de l'Etat, le culte demeure. Poussé à la succession, son frère Bachar manque d'envergure.



Bassel el-Assad, en 1987. Grand amateur de sport, il était surnommé le « cavalier doré ».

Damas envoyé spécial

Les immeubles gris se suivent à l'identique. Ils occupent toute une colline surplombant la capitale. Ces barres de béton sont réservées à la garde présidentielle. Leurs locataires ont collé sur presque chaque fenêtre une photographie entourée d'un liseré noir de Bassel el-Assad leur ancien chef, mort dans un accident de voiture. Ces soldats d'élite ne sont pas les seuls à vouer ainsi un culte au fils du dirigeant syrien.

Pas une réunion de l'Union des femmes, pas un congrès syndical, pas une épreuve sportive ne s'ouvre sans une minute de silence à sa mémoire. Chaque soir la télévision nationale montre des hommes et des femmes plongés dans le recueillement sous des banderoles dédiées à Bassel, le « martyr de la nation », « le brillant ingénieur », le « cavalier doré » vainqueur de nombreuses compétitions équestres. Sa vie, son œuvre, ont donné lieu à des séminaires. Dans la tradition musulmane, le deuil n'excède pas quarante jours. Il aura déjà duré près de trois mois.

Bassel el-Assad réussit même à surpasser son père en nombre d'affiches apposées sur les taxis, les guérites, les barrages militaires ou les bâtiments officiels. On le voit en costume d'équitation, en tenue décontractée — celle qu'il affectionnait — lunettes noires et pull ras du cou, ou en train d'effectuer l'omra, le petit pèlerinage à la Mecque, recou-

vert d'un simple suaire. L'Etat n'a pas officiellement appelé à des journées de deuil. Cela n'a pas empêché les magasins de fermer pendant plusieurs jours. « Les différents services de sécurité se sont livrés à une surenchère et personne n'a osé domer le signal de la fin », explique un diplomate.

Le 21 janvier à l'aube, Bassel conduit lui-même sa Mercedes 600 sur la quatre-voies menant à l'aéroport. Très vite, comme à son habitude. Il ne lui reste que quelques minutes pour embarquer à bord d'un avion de la Lufthansa à destination de l'Allemagne. La visibilité est entravée par un léger brouillard. Il rate la bifurcation à l'entrée du terminal. La voiture s'écrase sur le bas-côté de la route. On retrouvera le compteur bloqué à 200 km/heure. Bassel meurt sur le coup. Le chef de l'Etat ne perd pas simplement l'aîné de ses quatre fils, mais un successeur potentiel. Il le préparait depuis des années à cette éventualité. Après des études d'ingénieur, Bassel avait gravi rapidement les échelons de l'armée. A 31 ans, il dirigeait la garde présidentielle et venait d'être promu lieutenant-colonel. Son père l'initiait à la diplomatie et le chargeait de missions à l'étranger. Hafez el-Assad, dont la santé est fragile, se faisait même appeler « Abou Bassel », le père de Bassel.

Lentement, Bassel peaufinait son image auprès de l'opinion. A la tête de ses troupes, il luttait contre la contrebande et s'était heurté à plusieurs re-

prises aux intérêts de hauts dignitaires du régime, à commencer par ses oncles Rifat et Jamil. « Il était très populaire dans de nombreuses franges de la société », souligne un intellectuel. L'homme de la rue vantait sa réputation de « monsieur Propre ».

Depuis sa disparition, son père tente de pousser en avant son deuxième fils, Bachar, âgé de 29 ans. Mais ce médecin, qui a dû interrompre ses études à Londres pour regagner Damas, ne possède pas la carrure de Bassel, ni son expérience politique et militaire. Il aurait suivi, depuis son retour, un entraînement parachutiste et a également présidé un concours hippique proclamé sport national depuis la mort de Bassel. « Il va être encore à l'essai pendant quelques mois », prédit un diplomate arabe. Le ministre de la Défense Mustapha Tlass a déjà exprimé publiquement le souhait que Bachar s'engage sur la même voie que son frère aîné.

Hafez el-Assad n'a pas oublié les événements de 1984 qui ont suivi son premier infarctus. Son frère avait alors tenté de prendre le pouvoir à la tête de sa milice. Le coup d'Etat avait échoué grâce à l'opposition des principaux chefs de l'armée. La santé du dirigeant syrien reste fragile. Il sait qu'à la première alerte, la guerre de succession pourrait reprendre. En choisissant lui-même son dauphin, Hafez el-Assad cherche moins à fonder une dynastie qu'à dissuader l'éventuel prétendant.

Christophe BOLTANSKI

## Mise en garde de Rabin à Arafat

Le Premier ministre israélien demande au chef de l'OLP de s'engager par écrit à respecter les accords de paix.

Jérusalem, de notre correspondant Qui a trahi le premier la parole donnée en l'an 628, le prophète Mahomet ou la tribu des Qorayshites ? La querelle n'a pas éclaté dans un séminaire d'érudits, mais entre... Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, et menace de se transformer en crise de confiance. Le ton n'a cessé de monter entre les deux parties, au point qu'Israël menace désormais de ne pas appliquer la suite de « Gaza-Jéricho », si le chef de l'OLP ne s'engage pas, par écrit, à respecter les accords signés.

A l'origine de la querelle, une déclaration d'Arafat à des fidèles musulmans à Johannesburg, dont la bande enregistrée est parvenue à la radio israélienne. Après avoir dû s'expliquer la semaine dernière sur son appel à « Jihad pour libérer Jérusalem », Arafat est pris à partie pour avoir déclaré que l'accord d'autonomie ne représente pas plus, pour lui, « que l'accord signé par notre prophète Mahomet avec les Qorayshites ». Un spécialiste israélien de l'islam, Moshe Sharon, dont les arrière-pensées politiques semblent évidentes, a hurlé au scandale: selon lui, Mahomet a violé le pacte conclu avec cette tribu de La Mecque, et avait conquis la ville deux ans plus tard. Résultat: le Premier ministre exige d'Arafat un engagement écrit à respecter la parole donnée.

Les Palestiniens protestent, et affirment, textes sacrés à l'appui, que ce sont les Qorayshites qui ont violé le pacte, et pas le prophète, et que la comparaison portait simplement sur le fait qu'il s'agit, dans les deux cas, d'« accords temporaires ». Mais Arafat « n'est pas obligé de s'expliquer, matin et soir, sur chacune de ses déclarations, d'autant plus qu'il y a une incompréhension de la religion musulmane », a déclaré son conseiller, Ahmed Tibi.

Cette controverse un peu irréaliste prend surtout de l'ampleur en raison de la lenteur de la mise en place du pouvoir palestinien à Gaza. Le ministre de la Police, Moshe Shahal, a lié les deux aspects: « Si les attentats et les propos malheureux d'Arafat se poursuivent, nous continuerons à discuter avec les Palestiniens mais nous n'appliquerons pas la prochaine étape tant que ne sera pas démontrée la capacité de l'OLP d'appliquer de façon efficace l'accord Gaza-Jéricho. » Dans ce climat, un nouvel incident s'est déroulé hier à l'entrée de la bande de Gaza, lorsque des policiers palestiniens ont ouvert le feu sur une voiture israélienne qui ne s'était pas arrêtée à leur barrage. Il n'y a pas eu de victimes, mais une enquête a été ouverte.

P.H.

## Dites

Le 29 mai

## bonne fête

## Maman

## avec Libération

Mode d'emploi :



Il suffit de nous envoyer votre message en 30 mots maximum avec une photo d'identité.

Combien?

100F (CB ou chèque).

Comment?

Par téléphone au 42 76 17 41

Par fax au 42 72 66 03

Par minitel par le 3615 LIBE

rubrique Maman.

Sur place ou par courrier :

La Boutique : 13 rue Béranger

75003 Paris.

Pensez à

joindre les coordonnées de la maman, et surtout n'oubliez pas de nous laisser vos contacts (téléphone, fax). Nous réceptionnons vos annonces jusqu'au 25 mai 12h.

**ANNONCES**  
LIBÉRATION

L I B É R A T I O N

MARDI 24 MAI 1994 17